

QUAI DES BRUMES

Décembre 2012

SNAD-CGT section Le Havre

SOMMAIRE

- P.2 ⇒ EDITO
- P.3 ⇒ DOUANE LE HAVRE BSEN
BREVES DE COMPTOIRS
- P.4 ⇒ DOUANE NATIONALE
- P.5 ⇒ CEACOM
- P.6 ⇒ BREVES DE CRISE
- P.7 ⇒ LA SECURITE SOCIALE
- P.8 ⇒ PHOTOS MANIFESTATION
- P.9 ⇒ CONTACTS ET AGENDA
- P.10 11 ⇒ POINT CULTURE
JC TARDIF DOUANIER POETE
- P.12 ⇒ UN PEU D'HUMOUR

EDITO :

LA LUTTE PAYE !!!

C'est le message d'espoir de cette fin d'année 2012.

La CGT Douane s'est inscrite dans la mobilisation qui vient de se terminer dans l'entreprise CEACOM. Pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas passer tous les jours au pied d'une entreprise où les conditions de travail sont sacrifiées sur l'autel de la rentabilité, on ne peut pas laisser exploiter des salariés (beaucoup de femmes, beaucoup de jeunes) et fermer les yeux. Pour prouver notre solidarité nous les avons soutenu moralement et financièrement par notre présence. Tout comme l'ont fait le syndicat des dockers, du GPMH, de l'hôpital, des territoriaux du Havre, des Finances Publiques, de la Poste et des Télécom, des privés d'emploi, de l'action sociale, de la CIM, de Total, de Renault, etc. Et leur lutte fut exemplaire (bien qu'un syndicat de l'entreprise ait tenté de briser le mouvement) ! **7 jours de grève ! Ils n'ont rien lâché ! Et ils ont gagné !** Lors de l'ultime négociation, le patron a lâché la prime exigée et déjà les conditions de travail sont transformées !

Alors oui nous avons eu raison de les soutenir ! Parce que ce qui est bon pour ces salariés est bon pour nous. **Ils sont la preuve vivante que la lutte paye, que la victoire est possible !**

Et les douaniers aussi sauront le prouver. J'en suis certaine.

Déjà le 6 décembre, 450 douaniers sont venus dire aux DG/DI/DR tout le mal qu'ils pensent de leurs funestes projets pour l'avenir de la douane. Et ils ont pu le faire grâce à l'élan de solidarité de tous les douaniers qui ne sont pas venus mais qui auraient souhaité le faire. Cette action n'est qu'un début. Lors du dernier CTSD, l'intersyndicale de l'interrégion, sur proposition de la CGT, a voté à l'unanimité une motion interdisant toute suppression d'emploi et toute fermeture de service. L'intersyndicale nationale vient de montrer au DG que les conditions du dialogue n'étaient pas remplies puisqu'il refuse de suspendre ces nombreuses suppressions d'emplois (361 pour 2013) et fermetures de brigades, bureaux ou services.

C'est donc dans l'unité syndicale que nous refusons l'austérité en douane. Maintenant, c'est l'unité de tous les personnels que nous devons construire ! Parce que tous ensemble, nous serons forcément plus forts. On ne peut pas continuer de regarder la mise à mort de notre administration sans réagir. Parce que la CGT a eu des informations en provenance de la DG, le DI a été contraint d'avouer cette semaine que les projets de fusion des deux DR du Havre et de Rouen étaient avérés. Avec un nombre substantiel de suppressions d'emplois. ! Que va-t-on faire devant cette nouvelle attaque ? Rien ? Laisser aux seules organisations syndicales le soin de se battre ? Evidemment non. Nous devons construire ensemble, un plan de bataille à la hauteur des attaques subies.

Notre premier rendez-vous sera notre assemblée générale qui aura lieu le vendredi 18 janvier. Il faut que nous soyons le plus possible, adhérents, non adhérents, sympathisants. Une invitation vous sera envoyée.

Pour conclure, je vous souhaite à toutes et tous de passer d'excellentes fêtes de fin d'année près de ceux qui vous sont chers !

BS EN

Entrevue à la DR avec M BLANC Chef du bureau A de la DG (20/12/12 - 14h)
Devant la rupture du dialogue sur le dossier "espaces confinés", nous avons demandé une rencontre avec la DG afin d'ouvrir à nouveau la discussion. L'ensemble des syndicats étaient présents.

La CGT demande à la DG une rencontre à la Direction Générale pour obtenir :

- L'élaboration d'une fiche mission
- La compétence territoriale de la brigade pour cette mission
- La définition exacte et la pérennité du suivi médical
- La mise en place et le vote d'un protocole de sécurité
- L'avancement du dossier ministériel sur le régime indemnitaire
- La formation (initiale, recyclage...)

Suite à la demande de la CGT, le représentant de la DG accepte un groupe de travail national afin de répondre à tous ces points et enfin que cette mission soit définitivement cadrée.

Par ailleurs, nous avons obtenu qu'aucune sanction disciplinaire ne serait retenue contre les agents (promesse faite par le DI, confirmée par M.Blanc)

A la fin de l'entrevue M. Blanc propose un régime indemnitaire calqué sur celui de des plongeurs : à savoir 10 plongées/an 100 euros ...

La CGT reste attentive à l'évolution du dossier.

SQ

BREVES de COMPTOIRS

- A force de fusionner, il arrive qu'on ne sache plus trop à quel étage on habite. Tel est le grand syndicat bicéphale qui, pour tout compte-rendu du comité de pilotage sur (et ce n'est pas une blague) « le bien être au travail » a mis comme lien sur son site, celui très bien fait ... de la CGT.

<http://www.sncd.info/copil-bien-etre-au-travail-14-11-12-CR.html>

Alors certes, ça manque un peu de tableaux, de statistiques ... Mais on s'en contentera !!!



- 06 Décembre 2012 : Mais où était donc passée la CFDT du Havre ?

Pas d'inquiétude toutefois. Il reste deux épisodes pour conclure la célèbre trilogie, véritable chef d'œuvre du cinéma français !!

DOUANE NATIONALE

Des choix cruciaux pour notre avenir !

L'annonce est faite, et le message est bien relayé par nos DI et DR, en 2013 la direction générale présentera un projet sur l'avenir de la douane, on saura enfin vers où on va !

L'idée d'un tel projet constitue un élément de réponse à la demande forte des personnels et de leurs syndicats, voire même de la hiérarchie douanière, de connaître les orientations suivies par la DG, en matière de missions et d'organisation des services.

Or, cela fait de nombreuses années maintenant, qu'en dépit des demandes insistantes des représentants des personnels, particulièrement de la CGT, le ministère et la DGDDI refusent tout débat, tout échange prospectif sur les missions et les moyens de notre administration.

Dans le même temps, il est intéressant de remarquer que les suppressions draconiennes d'effectifs que nous subissons chaque année ont été gérées de la même façon au plan national par nos directeurs, en l'absence de toute concertation.

S'il l'on a pu avoir parfois l'impression que la DG naviguait dans le brouillard, sans ligne directrice, il faut se rendre à l'évidence, il y a toujours eu ces dernières années une logique qui sous-tendait les décisions prises.

Qu'est-ce qui pousse donc aujourd'hui l'administration à annoncer la présentation d'un projet sur l'avenir de la douane à moyen terme ? Certainement pas un changement de politique des missions et des emplois publics. La perspective est en effet plus inquiétante. Il suffit de lire le premier point du programme « facilitation et sécurisation des échanges » du rapport de la commission des finances présenté à l'assemblée le 10 octobre dernier (*). Après avoir rappelé les trois piliers des missions de la douane, le rapport précise que les crédits demandés sont censés financer l'ensemble des moyens permettant la réalisation, dans la performance, des larges missions douanières.

Puis il évoque les préoccupations des acteurs du programme en deux points, le premier s'inquiétant de la situation budgétaire et des difficultés pour la douane à boucler le budget 2012, le second examinant les différentes manières de poursuivre la réduction des effectifs douaniers.

Et là, le rapport n'y va pas par quatre chemins : *La DGDDI anticipe pleinement qu'un processus continu de réduction de ses effectifs ne peut plus se faire « au fil de l'eau » (...) sans que certaines de ses missions ne s'effondrent. Elle cherche donc à se repositionner « intellectuellement », à inventer une nouvelle douane dématérialisée dont les missions seront recentrées, sans doute redéfinies et certaines peut-être abandonnées. Elle présentera donc en 2013 un projet stratégique de moyen terme définissant l'évolution de son réseau territorial en cohérence avec les moyens budgétaires 2013-2015.*

Les orientations de la DGDDI sont d'ores et déjà claires. En deux mots, il faut continuer à supprimer un gros volume d'emplois quitte à abandonner purement et simplement, sans complexe, certaines missions, et réorganiser l'administration pour que tout cela soit tenable au niveau budgétaire.

Là, on se dit qu'il y a quand même un problème. La douane est une administration d'état, qui s'est vu attribuer un certain nombre de missions publiques, au bénéfice de l'intérêt général, et dont chaque citoyen est en droit d'attendre et d'exiger qu'elles soient remplies le plus efficacement possible. C'est d'ailleurs ce à quoi en tant que douaniers, fonctionnaires au service de la collectivité, nous aspirons naturellement.

Mais pourquoi tant de scrupules puisque, comme le rapport le précise immédiatement : *[La mission de la douane] n'a jamais été d'éradiquer tous les trafics et toutes les fraudes [donc] elle va chercher à être la plus performante possible au regard de ses moyens humains, technologiques et budgétaires.*

Et aucun service n'est à l'abri. Notant que *les réductions d'effectifs 2013 se cherchent une rationalité*, le rapport précise *qu'il a été arrêté que la branche surveillance contribuerait à 40% de la réduction des effectifs en fonction de l'efficience des brigades terrestres en matière de lutte contre la fraude.*

Et le rapport de conclure sa première partie par une question en point I.2.d) : *Que va-t-il rester de la douane et de ses douaniers ?* Et une autre question en guise de conclusion tout court : *Un métier en voie de disparition ?*

Ce rapport est alarmant. Il programme le démantèlement de notre administration, de ses emplois, de ses missions et de son réseau. Dans ces conditions, le projet stratégique de moyen terme - définissant l'évolution de son réseau territorial en cohérence avec les moyens budgétaires 2013-2015 - que doit présenter la DG dans les prochains mois ne peut représenter une perspective saine d'avenir pour la douane et les personnels.

Au moment où l'on évoque la reconquête et une re-localisation des outils de production, moteurs d'une croissance nouvelle et ouvrant des perspectives nouvelles en matière d'emploi, la douane n'est certainement pas, dans ses différentes composantes, l'outil qu'il faut affaiblir aujourd'hui !!!

C'est dans cette optique qu'a été organisée l'action du 06 décembre en marge de la réunion des directeurs avec le DG à Ivry sur Seine.

La totale réussite de cette journée a montré qu'il s'agissait là d'une initiative syndicale qui ouvre la voie à d'autres.

L'heure est à l'action !

C'est maintenant qu'il faut agir, pour peser sur les choix cruciaux pour notre avenir !

(*) Rapport n°251 de la commission des finances de l'assemblée nationale sur le PLF2013, présenté à l'AN le 10/10/12 (texte initialement paru dans Lous Gafians, journal de la section de Montpellier-qu'ils en soient ici remerciés)

LES SALAIRES DE CEACOM DU HAVRE ONT GAGNE

Le Groupe Bertelsmann, premier Groupe de communication en Europe, comprend 100 000 collaborateurs et est présent dans plus de 60 pays, pour un chiffre d'affaires de 15.3 milliards d'euros en 2011. Arvato AG est une des 4 divisions du Groupe Bertelsmann et comprend 270 filiales réparties dans 35 pays, avec 68 325 collaborateurs. En 2011, arvato AG a réalisé un chiffre d'affaires de 5,3 milliards d'euros. Arvato est « spécialiste » de la relation client et est présent au Havre par le biais de l'entreprise CEACOM.

Il se trouve qu'en ce moment les salariés de CEACOM peinent à se sentir membre d'un groupe « *familial solide et engagé, conscient de sa responsabilité vis-a-vis de la société au travers de ses activités* ». C'est pourquoi depuis ce lundi 26 novembre la moitié des salariés en CDI se sont mis en grève. Au cœur de leurs revendications figurent une revalorisation salariale mais également des conditions de travail autres que celles qu'ils subissent et qui sont dignes du XIX^e siècle (Depuis cinq ans, aucune augmentation de salaires, payés au Smic, pas de tickets restaurant, pas de mutuelle, pas d'ancienneté, pas de journée enfant malade, alors qu'une grande partie des employés sont des femmes avec des enfants à charge, 30 minutes de pause, seules 10 sont payées, une bonne note d'écoute est synonyme de prime : « 10 euros par mois ! », etc, etc,), la fin des pressions exercées par les encadrants,

Dans la presse medefienne on pouvait lire lors de l'installation de la société au Havre « *Avec un bassin d'emploi de plus de 360 000 habitants, un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale et une offre variée de formation, Le Havre répond efficacement à l'une des principales problématiques du secteur de la relation clients : les ressources humaines* »

En clair un cheptel de gueux taillables et corveables à merci à qui on peut sans vergogne, sans risque et avec l'appui des autorités locales rendre chimérique le Code du Travail!

Ajoutez à cela un « syndicat » maison (en l'occurrence ici la cfdt) et vous avez pour la direction tous les ingrédients nécessaires à l'exploitation tranquille d'une main d'oeuvre placide et résignée. Ad vitam eternam.

Grave erreur de la direction. Car tout cela c'était compter sans la dignité des salariés, la combativité de l'UL CGT, l'implication généreuse du syndicat CGT-Dockers et la solidarité de tous les camarades (Dresser, Territoriaux, Sidel, Cheminots, Debris, Privés d'emplois, EDF, Ligue havraise, Pôle emploi, GPMH, Total, Retraités UL, ISS, Impôts, Douanes, Fapt, France Telecom, cheminots, Renault Sandouville, Nestor et Nelson...)

Malgré l'appel par la direction à des huissiers et vigiles externes (il y a de l'argent pour ça..) malgré des ordonnances en recommandé, des intimidations, une contre-manifestation CFDT, et après 7 journées de cessation de travail (dans le froid, sous la pluie), de blocage de l'entreprise, de négociations avec le sous-préfet, l'inspection du travail, la direction et les secrétaires généraux de l'UL-CGT la fin du conflit a enfin pu être envisagée.....Non sans mal et consécutivement à la visite du directeur national d'Arvato descendu nuitamment de son siège lensois.....La direction fait appel à des

Tous ensemble ils ont contraints la direction à RESPECTER le droit du travail français ainsi que l'ensemble des salariés de l'entreprise, à prendre en compte les légitimes revendications de ceux-ci et à désormais prendre la mesure de la pugnacité et de l'implication militante des salariés.

-140€ nets de chèque cadeau maximum pour tous les salariés ayant au moins 3 mois d'ancienneté
+ 65€ bruts de prime exceptionnelle proratisée au temps de travail,

-Sur le paiement rétroactif des pauses : 4 mois supplémentaires, soit le paiement rétroactif au 01/06/2012, soit 10 minutes maxi de pause par jour suivant l'ancienneté,

-Sur le paiement des jours de grève : 1 jour de Congé Payé ou RTT pris + étalement des jours de grève sur 6 mois,

-Sur les conditions de travail : participation et restitution des travaux des groupes de travail du CHSCT à la Représentante de Section Syndicale CGT.

-Il sera notifié dans le protocole de fin de conflit, qu'aucune sanction ne sera donnée aux salariés grévistes pour fait de grève.

Plus rien ne sera jamais plus comme avant!

Seule la lutte paie!

DD

BREVES DE CRISE

L'AIR DU HAVRE ET TRANSPORT GRATUIT :

En 2011, l'étude européenne APHEKOM rend public ses résultats sur la pollution de l'air dans différentes villes de notre vieux continent. Le Havre faisait partie de ce panel de villes étudiées. Le constat est accablant et sans appel. En effet un lien est établi entre la pollution de l'air (particules fines, ozone..) et la multiplication des pathologies types asthme, bronchite, allergie. Pire, de nombreux décès sont directement dûs à une concentration excessive de particules fines en suspension.

En clair, **HABITER PROCHE D'UNE RUE OU ROUTE AUGMENTE LA MORBIDITE.**

Moins grave mais tout aussi important en cette période d'austérité imposée, est l'aspect économique des conséquences de la pollution de l'air. Cette étude a évalué que si les normes sur la qualité de l'air étaient respectées (normes de l'Organisation Mondiale de la Santé) les pays européens économiseraient 31 milliards d'euros par le truchement de la baisse des dépenses de santé et de l'absentéisme.

Localement un collectif regroupant syndicats, partis politiques et associations a vu le jour afin de développer l'idée de la gratuité des transports surfant sur la construction du tram au havre.

La gratuité des transports en commun cumulée avec une offre de service accrue (plus de tram et de bus, parking à l'extérieur de la ville, multiplication des liaisons du TER et trains...) permettrait de réduire très sensiblement la pollution de l'air dans les rues du Havre. D'ailleurs ce système est viable, il a déjà fait ses preuves à Chateauroux (mairie UMP) ou bien à Aubagne (mairie PCF), pour cette dernière ville une simple augmentation du versement transport (contribution des entreprises) a suffi car la vente de billets ne représente en général qu'entre 15 et 20% du fonctionnement du transport public. Outre l'aspect écologique, il ne faut pas négliger ce que la gratuité offre aux citoyens peu fortunés :

LA LIBERTE DE CIRCULER LIBREMENT COMME LES CAPITAUX ET LES MARCHANDISES FG

Je précise que nous sommes opposés à la libre circulation des marchandises et des capitaux sans harmonisation sociale et fiscale.

Pétition pour un transport gratuit au Havre: <http://www.transportsgratuitslehavre.rezisti.org/index.php>

L'EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE LA FONCTION PUBLIQUE :

Voici quelques éléments contenus dans le rapport d'information « *sur la soutenabilité de l'évolution de la masse salariale de la fonction publique* » enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 12 octobre 2011 par les députés Bernard Derosier, Marc Francina et Charles de La Verpillère dans le cadre des travaux de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire :

1 - « le niveau d'emploi dans les administrations publiques » dans notre pays n'est pas plus important que dans nombre d'autres : 88,3 pour 1000 habitants en France contre 88,1 au Royaume-Uni, plus de 100 au Canada et encore davantage dans les pays d'Europe de Nord

2 - « rapportées au PIB, les dépenses de fonctionnement de l'administration en France représentent en 2008, 17,6 % contre 19,1 % aux États-Unis et 23,3 % au Royaume-Uni »

3 - le niveau des dépenses de rémunérations des administrations publiques dans le produit intérieur brut (PIB) a... diminué de 7 % à 6,8 % entre 2006 et 2009 !

Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que le nombre d'agents publics (fonctionnaires et contractuels) évoluant dans les administrations d'État ou établissements publics administratifs est identique aujourd'hui à ce qu'il était en 1990, et que « *depuis 1998, les effectifs de la fonction publique d'État ont diminué en moyenne annuelle* ». Et cela, alors que la population française est passée entre 1990 et 2012 de 58 à 65 millions d'habitants

Mais aussi, soulignons :

- **que la valeur du point d'indice (4,6303 €), n'avait pas bougé depuis le 1er juillet... 2010 ! Que « la perte de leur pouvoir d'achat est de plus de 10% depuis 2000 »**

- **que les fonctionnaires voient, depuis 2011, un « cadeau » introduit par la loi du 9 novembre 2010 sur la réforme des retraites augmenter leur cotisation pour la pension civile de 0,27 % chaque année jusqu'en 2020 sans la moindre compensation salariale.**

Annexe d'un article d'ACRIMED <http://www.acrimed.org/article3863.html> :

LA SECURITE SOCIALE

Le rapport de force ayant changé à l'avantage des salariés suite à la compromission du patronat au régime vichyste, la création de la sécurité sociale moderne a vu le jour en 1946 grâce, entre autre, à l'abnégation d'Ambroise Croizat, ministre communiste du travail.

L'idée repose sur l'idée simple que les cotisations salariales et surtout patronales alimentent immédiatement les prestations de santé, de famille, d'accident de travail et de vieillesse sans accumulation financière.

Néanmoins depuis 30 ans la sécurité sociale est rudement mise à mal. Un seul chiffre nous permettra de mesurer le phénomène. Dans ce laps de temps, la part des profits est passée de 25% à 33% de la richesse produite en France (Soit l'équivalent cumulé de 1600 milliards d'€ en moins pour les salaires directs et indirects) .

Les conséquences sont dramatiques, entre 4 et 5 millions de français ne peuvent se payer une mutuelle faute de moyens financiers suffisants. D'ailleurs, il ressort d'une enquête du CSA que 29% d'entre nous reporte voir refuse le fait de se soigner. Rappelons qu'une famille de deux enfants dépense en moyenne 1200 €/an pour s'offrir une mutuelle. Décidément contrairement aux idées reçues la santé n'est plus gratuite !!!

Ceci n'est pas une fatalité, c'est un choix politique.

Deux raisons sont avancées par les libéraux pour justifier cette politique libérale : un coût du travail et une dette publique élevés.

Ainsi en 2011 environ 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales ont été accordé aux entreprises. La cotisation devient alors variable d'ajustement et la fiscalité intervient afin de boucher les trous de la sécurité sociale (dette de 175 milliards d'€ en 2010) .En somme le but est de faire davantage payer les salariés et épargner d'autant les entreprises. Un audit sur les intérêts de la dette doit s'engager rapidement et l'objectif est clairement son non remboursement (la France doit rembourser 46 milliards d'€/an !!!) .

Exigeons immédiatement de supprimer toutes les exonérations sociales et afin de pérenniser ce système, augmentons de manière substantielle les cotisations sociales.

Chacun d'entre nous doit se réapproprier le rôle central que doit jouer la sécurité sociale dans notre société , héritage si glorieux du Conseil National de la Résistance. Ne laissons pas le secteur privé lorgner sur cette manne financière qui représente plus de 470 milliards d'€/an.

Ce modèle est le seul capable de faire disparaître toutes distinctions de classe, battons nous pour généraliser ces prestations.

FG

PHOTOS MANIFESTATION DU 06/12/2012 A IVRY



CONTACTS ET AGENDA

LES ELUS SNAD-CGT DU HAVRE :

SECRE. REG. : Dona Manuella, cel.dép.d'of., 0235195128

MASSE : Lebras Anne, laboratoire, 0235192896
Damar Sandrine, ICS, 02195126
Laurent Philippe, BSEC, 0235535308

CHS : Bertin Christelle, PVD, 0235195132
Quintard Stéphanie, BSEC, 0235535308

CDAS : Benillan Geraldine, HAB, 0235262407

CAPI B : Hebert Ludovic, EAT, 0235251787

CAPC B : Hebert Ludovic, EAT, 0235251787

CAPI C : Quintard Stéphanie, BSEC, 0235535308
Gregoire Francis, BSEC, 0235535308

CTPS DI : Benillan Geraldine, HAB, 0235262407
Hebert Ludovic, EAT, 0235251787

AGENDA :

AG SNAD CGT LE HAVRE : 18/01/2013

AVIS AUX LECTEURS :

Nous vous invitons à nous faire part de vos suggestions et remarques. Un courrier des lecteurs est à votre disposition, reflétant vos réflexions. snad-cgt-le-havre@douane.finances.gouv.fr

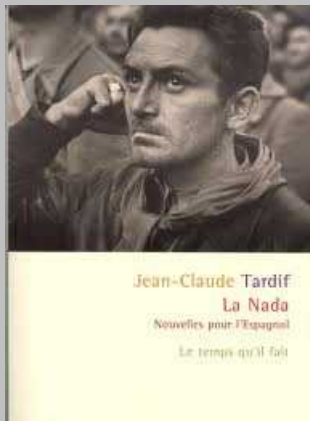
LIENS INTERNET :

SNAD-CGT : <http://www.snad.cgt.fr/>

UL CGT LE HAVRE : <http://ulcgtlehavre.hautetfort.com/>

Pétition pour un transport gratuit au Havre: <http://www.transportsgratuitslehavre.rezisti.org/index.php>

JEAN-CLAUDE TARDIF



Sculpture de Bruno CATALANO

Jean -Claude Tardif , s'il est un collègue du HAB, est aussi un écrivain havrais. « Ecrivain, non, seulement quelqu'un qui écrit » comme il se plaît à dire.

A l'occasion de la sortie du deuxième volume de ce qu'il espère devenir une trilogie sur ses racines espagnoles, nous avons souhaité le rencontrer et évoquer avec lui l'histoire de gens ordinaires qui par leurs sacrifices ont participé à faire la grande Histoire.

Post-scriptum au chien noir édité par « le temps qu'il fait » est un recueil de nouvelles basées sur des témoignages de gens simples pris dans les tourmentes de la guerre d'Espagne.

1/Pourquoi as-tu attendu si longtemps pour aborder ce thème, puisque les principaux intéressés sont morts depuis une vingtaine d'années?

Il m'a fallu du temps pour apprivoiser ces souvenirs, je ne me sentais pas le droit d'écrire sur un sujet qui ne m'appartenait pas et j'avais peur de trahir la mémoire des victimes de cette guerre fratricide.

Au final, l'envie de rendre hommage à mon grand-père mais aussi aux personnes qui ont traversé ma vie a été plus forte.

2/Tes personnages sont marqués psychologiquement et physiquement par cette tragédie, comment ont-ils vécu l'après-guerre?

Chacun a gardé le silence pour des raisons qui lui est propre mais c'est un fait , témoigner des événements vécus , c'était les revivre.

Pour illustrer cette théorie, il est intéressant de constater que les premiers survivants des camps de la mort à avoir témoigné se sont par la suite suicidés.

« Pour ma part , je suis certain que la peur ne leur a laissé aucun répit »

3/ Quel est le personnage qui t'a le plus marqué hormis ton grand-père?

Peut-être Marisol car je l'ai rencontré dans son village natal où elle était revenue vivre. Personne ne savait rien de son engagement aux côtés des républicains. L'endroit ne se prêtait pas à ce genre de « confidences » Pour les jeunes elle était simplement « celle qui avait connu Lorca » Chacun la respectait pour cela, sans rien soupçonner du reste.

4/Quelle vision ton grand-père avait-il de la transition démocratique espagnole?

Il était très dubitatif car si la tête avait changé, la structure administrative et militaire restait identique. Pour cette raison, mon grand-père n'a jamais souhaité retourner en Espagne.

5/Cette continuité politique peut-elle expliquer le mouvement des indignés, sachant qu'une bonne partie de la population espagnole ne se reconnaît plus ni dans les partis ni dans les syndicats ?

En partie oui , y compris en France, mais en partie seulement. La solution n'est -elle pas dans les mouvements spontanés ?

6/En Espagne, comment aborde-t-on la mémoire historique?

Très difficilement car rien n'a été pardonné. L'histoire officielle est toujours écrite par les vainqueurs et c'est le choix de l'amnésie collective qui a été fait.

7/ Beaucoup d'entre nous ignorent le comportement des autorités françaises lors de l'arrivée des premiers réfugiés espagnols, ce travail de mémoire n'est-il pas à effectuer aussi en France?

Effectivement c'est une partie peu glorieuse de notre histoire. Des camps de « regroupements » avaient été érigés pour endiguer l'arrivée des réfugiés espagnols. Ils y ont vécu de manière précaire dans l'indifférence générale. Nombre de ces exilés avait participé activement à la libération de la France, pour mémoire les premiers chars à entrer dans Paris au jour de la libération, portaient, inscrit sur leur acier le nom de villes espagnoles.

- - -

Dans ce très beau livre, pour chacun de ses personnages, le narrateur nous emmène à la rencontre de gens à la fois humbles et émouvants qui n'osent témoigner de l'horreur qu'ils ont vécu si ce n'est au-travers de rares allusions ou le plus souvent du silence .

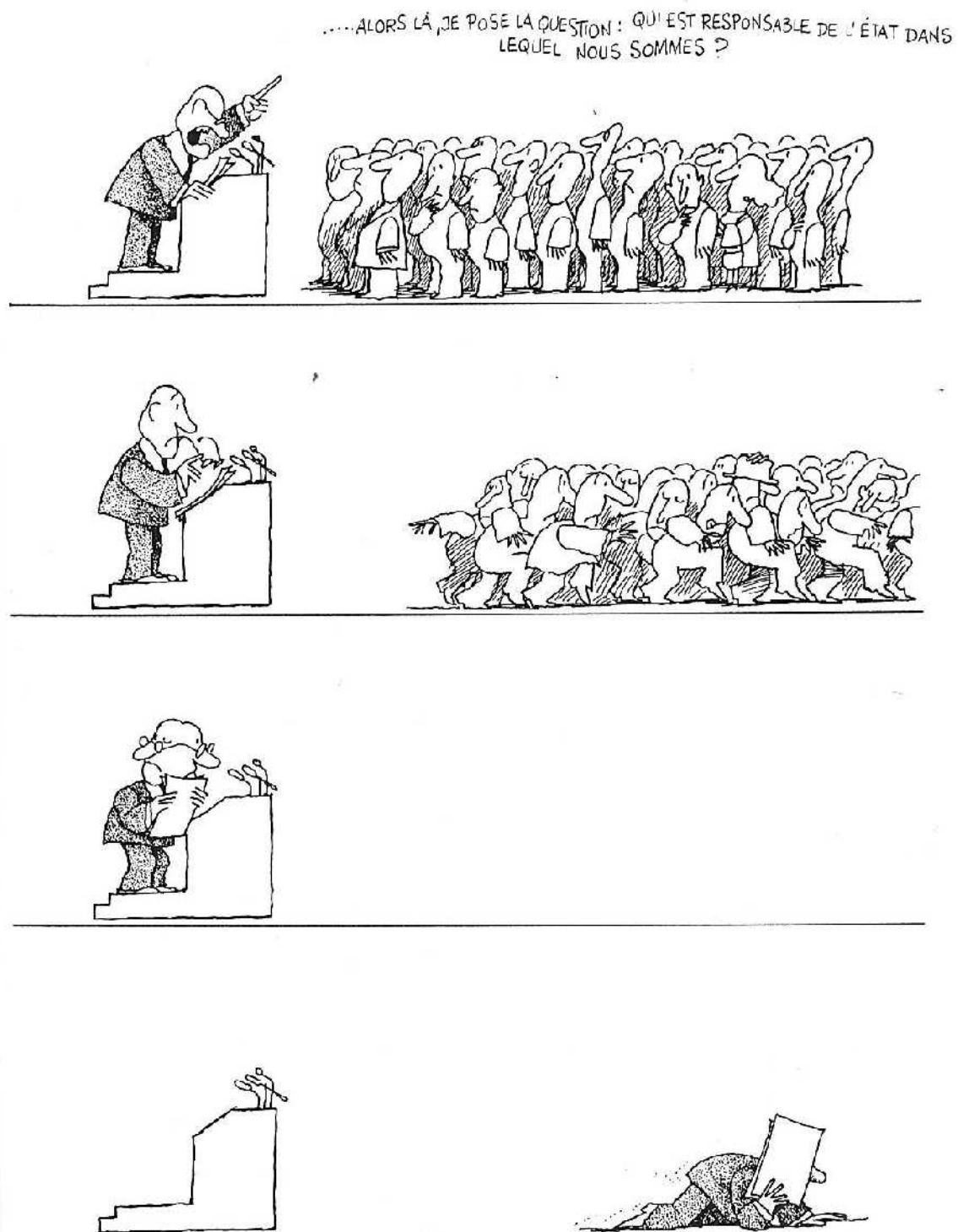
Pour mener ce combat contre le franquisme, tous ont dû abandonner une partie d'eux-mêmes au sens physique comme au sens moral qu'il s'agisse d' une situation , une réputation ou une famille.

Néanmoins, comme le dit l'auteur ce sacrifice n'est pas vain . Ils ont su garder leur dignité et leurs idéaux. A lire impérativement et à méditer.

Nous tenions à remercier chaleureusement Jean-Claude pour nous avoir accordé cette entrevue.

LH SD FG

UN PEU D'HUMOUR



QUINO